

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Prise de pouvoir du 30 août : avis et ressentis de femmes entrepreneures

SOUVENT en retrait, pas consultées, écoutées ou entendues, les femmes... entrepreneures ont aussi leur mot à dire sur les événements du 30 août dernier. Tant comme leurs frères, époux, collègues ou voisins, elles ont des choses à partager et même à proposer.

Line R. ALOMO
Libreville/Gabon

AUTOUR d'une table, Brigitte, Rachel, Gaëlle, Pascale, Julie, Jessica..., des femmes d'une certaine classe sociale - la plupart sont des entrepreneures -, discutent allègrement. Elles évoquent la prise de pouvoir du 30 août dernier. Personne ne leur a demandé leur avis, mais personne ne leur a non plus interdit d'en parler. Aussi, en leur qualité d'actrices non négligeables de l'économie, s'interrogent-elles sur cette période militaire qui s'installe. Elles partagent aussi leurs ressentis, leurs attentes, leurs espoirs. Elles n'hésitent pas à faire des propositions pour

Les avancées en matière de droits féminins qui auront permis au Gabon de se démarquer des autres pays de la sous-région et au-delà, seront-elles maintenues ?

améliorer les secteurs dans lesquels elles évoluent. D'abord Brigitte, dans le fumage du poisson. Elle est pleine d'espoir. Cette aurore nouvelle lui donne à... espérer une nouvelle donne. "J'ai l'impression que chacun aura la chance de prouver ce qu'il vaut. Que la nouvelle configuration politique me permettra d'avancer mon pion sur l'échiquier". Aussitôt rejointe par Gaëlle, entreprenant dans la cosmétique, qui pense que l'heure du travail a sonné. "Il faut des gens qui travaillent, et je suis pour le travail. Alors si cette nouvelle situation nous permet de travailler en toute quiétude, croyez-moi, c'est tout bénéf pour moi, pour nous."

Julie, pour sa part, a vu dans

les événements du 30 août l'avenue de la liberté. "Je me rappelle ce jour-là, je clamaient liberté, mon téléphone à la main et je n'avais pas peur qu'on me l'arrache, pourtant je suis dans un quartier plutôt difficile". La jeune femme estime aussi que la liberté d'expression est désormais une réalité. "Comme si tout d'un coup tout le monde se sentait changé". Mais, souligne-t-elle, il faut que tout ceci soit accompagné d'une éducation au civisme, à la discipline et au travail. "On est trop longtemps resté dans le laxisme".

Pour ce qui est de Rachel, entrepreneure dans le secteur de l'éducation, cette Transition militaire et la rigueur qu'elle impulse à travers la saisie des deniers publics massivement détournés suscite de l'espoir. Elle salue d'autant plus cette prise de pouvoir militaire qu'elle n'aura eu aucun impact sur l'exécution du calendrier scolaire. "Cela nous permet de procéder sereinement à la rentrée des classes, de respecter nos engagements et d'atteindre nos objectifs, ce qui aurait été difficile si la Transition n'avait pas été pacifique."

Jessica, dans l'alimentaire, partage certes l'euphorie suscitée par cette période, mais espère que la condition des femmes ne reculera pas. Elle attend ainsi qu'un accent soit mis sur la multitude des contrôles (parafiscalité) qui plombe les activités entrepreneuriales.

Pascale, tout aussi entrepreneure dans le domaine de la bijouterie, voit depuis le 30 août des personnes plus bienveillantes les unes envers les autres. Mais la jeune femme pense que la bonne attitude des femmes ne doit pas être l'attentisme. "Il nous faut formuler des propositions sur quoi et comment faire pour booster l'économie, pour faciliter la vie aux petits opérateurs que nous sommes. C'est une



Photo: Jocelyn Abila

Au-delà de l'espoir suscité par les événements du 30 août dernier, les femmes attendent que leurs acquis juridiques soient sauvegardés.

opportunité de contribuer car tout est en train de se construire. Si nous dormons, nous pourrions nous réveiller trop tard", termine-t-elle. Tant elle est pour que les femmes expriment leurs besoins sans attendre que les autres pensent pour elles. Il faut donc ici et maintenant réfléchir

à la place de la femme dans la Transition, concluent-elles, émettant aussitôt une kyrielle de propositions.

Mais les femmes veulent aussi savoir si l'entrepreneuriat féminin restera une priorité pour le nouvel homme fort du Gabon. De même, les avancées

en matière de droits féminins qui auront permis au Gabon de se démarquer des autres pays de la sous-région et au-delà, seront-elles maintenues ? D'autant, avancent-elles, que tout n'était pas mauvais dans l'ancien système. "Tout n'est donc pas à jeter".

Les attentes des femmes entrepreneures

L.R.A.
Libreville/Gabon

ELLES évoluent dans divers secteurs. Elles se refusent à tout attentisme et ne veulent pas subir les événements. Tant la Transition doit se faire pour elles mais surtout avec elles. Si leurs inquiétudes sont légitimes face à l'inconnu que représente ce régime militaire, l'espoir semble prendre le dessus sur les autres sentiments. Alors, les femmes proposent des choses pour une participation active dans cette période transitoire.

Aussi demandent-elles de

formuler de manière claire la représentativité des femmes dans les instances de décision. "Et non dire que l'approche genre sera respectée. Nous voulons des chiffres clairement mentionnés", insiste Jessica. De même, le Comité pour la transition et la restauration des institutions devrait recevoir les entrepreneures, la fédération des entreprises du Gabon n'étant pas suffisamment représentative, estiment certaines.

Par ailleurs, ces femmes demandent l'harmonisation du paiement des taxes tant il y en a qui sont redondantes. "Moi je suis dans l'agroalimentaire. Tous

les ans, je paie l'agrément de l'Agence gabonaise de sécurité alimentaire (Agasa). Elle inspecte le respect de l'hygiène. Mais quelle ne sera pas votre surprise d'avoir encore à vos trousses la mairie, l'hygiène publique et d'autres organismes publics qui viennent auditer la même hygiène avec une autre taxe à payer."

Autres propositions : la revue des prix de la mise sur le marché des produits cosmétiques. Et ce n'est pas fini.

Mais plus que tout, les femmes espèrent que les outils juridiques de protection de leurs droits seront préservés.